

Ecrit par le 23 novembre 2024

Au cœur des Ehpad avec Les Blouses Blanches au Théâtre du Balcon

Le [Théâtre du Balcon](#) accueille 'Les Blouses Blanches'. Ce spectacle est proposé dans le cadre de Fest'hiver 2023 le dimanche 5 février à 16h. L'infirmier et auteur Jean-Philippe Chabrilangeas nous fait pénétrer dans l'univers des Ehpad. Il brise l'omerta qui pèse sur les professionnels de santé, les familles des patients ainsi que sur les conditions de vie de nos aînés dans les Ehpad. Il décrit les mécanismes avec précision d'un système de santé aux abois qui conduisent une soignante à basculer dans la maltraitance. Derrière sa blouse blanche, celle-ci nous interroge sur notre rapport à la solitude, à la vieillesse et à la mort dans un texte qui oscille entre violence, humour et tendresse. Entraînée par deux collègues, les pressions exercées par la hiérarchie et une vie qu'elle rêvait meilleure, elle va explorer les confins de la folie.

Une plongée au cœur de l'intimité d'une femme désabusée qui cherche la lumière dans un univers bordé d'ombres, de cris et de rires déments. Cette pièce est interprétée par Marie-Line Rossetti et Ivan Romeuf.

L'auteur sera aussi présent à 'L'autre festival'

Cette représentation se fera sur les mêmes dates qu'un autre évènement avignonnais : [L'Autre Festival](#). Celui-ci se déroulera du 3 au 5 février, et promulguera l'écriture et la lecture en mettant en avant des auteurs de différents horizons. L'auteur de la pièce, Jean-Philippe Chabrilangeas, se rendra le samedi au salon du livre et fera un bord de scène après la représentation du dimanche 5 février.

Nadège Salas

Dimanche 5 février . 16h. [Théâtre du Balcon](#). Avignon. 38, rue Guillaume Puy . De 11,50€ à 23,50€. 04 90 85 00 80

Dominique Santoni : « Ce que je veux, c'est changer la vie des Vauclusiens »

Écrit par le 23 novembre 2024



Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse a accordé une interview à l'Echo du mardi pour la sortie de la 7^e édition de notre hors-série annuel '[Le Vaucluse en chiffres 2023](#)'. L'occasion pour la première femme à la tête de l'institution départementale d'évoquer le lancement du plan santé où le Département sort de ses compétences habituelles pour répondre aux besoins quotidiens des Vauclusiens. Une volonté qui s'étend à d'autres domaines comme l'attractivité économique, le soutien aux projets d'aménagement des communes, l'audiovisuel, la sécurité... Autant de thèmes que Dominique Santoni entend prendre à bras le corps.

■ Pourquoi le Département a-t-il lancé son plan santé alors que ce domaine n'est pas de sa compétence ?

« La santé est l'une des principales préoccupations des Vauclusiens, c'est pour cela que j'ai résolument choisi de sortir des sentiers battus pour apporter des solutions concrètes à nos concitoyens qui ne trouvent plus de médecins. Alors oui, la santé ce n'est peut-être pas l'une des compétences du département mais je crois qu'il faut que l'on soit pragmatiques car ce que je veux c'est changer la vie des

Ecrit par le 23 novembre 2024

Vauclusiens. Le plan santé : c'était aussi l'un de nos engagements de campagne que nous allons respecter dès 2023 avec le recrutement de 8 médecins. »

■ Comment s'articule ce plan ?

« Dans un premier temps, nous avons travaillé sur les zones touchées par la désertification médicale et les priorités de l'ARS (Agence régionale de santé). Aujourd'hui, ce sont donc 4 territoires qui vont être concernés par la phase 1 de ce plan santé : Valréas, Cadenet, Apt et Avignon-Intramuros. »

■ Avignon touché par la désertification médicale, cela peut paraître surprenant ?

« C'est vrai qu'Avignon, nous ne l'avions pas forcément identifiée au début. Puis on s'est aperçus en travaillant avec le président de l'Ordre des médecins de Vaucluse qu'il y avait une véritable carence dans la cité des papes et plus particulièrement dans l'intra-muros, notamment en raison de problèmes de déplacement et les difficultés de stationnement. Il y a aussi toute une population, notamment de gens âgés, qui ne trouvait plus de médecin. Très bientôt, deux généralistes seront donc installés au sein de l'ancien espace du département et des pays de Vaucluse qui se situe en haut de la place de l'horloge, à côté de l'ancienne Banque de France. Ce lieu a l'avantage d'être visible, central et équipé en accès pour les PMR (Personnes à mobilité réduite). À termes, il y a également la place pour accueillir un troisième médecin sur ce site en cœur de ville. »

« Le local, les réseaux informatiques, le cabinet équipé, l'assistante... On s'occupe de tout. »

■ Quel est le profil des médecins retenus ?

« Il y a des médecins préretraités qui auraient pu s'arrêter mais qui finalement se disent 'vous nous donnez la possibilité de continuer à exercer de manière partielle dans des conditions plus favorables'. Nous avons aussi des jeunes médecins qui viennent tenter cette aventure avec la possibilité d'ouvrir ensuite leur propre cabinet. Et puis on a des médecins qui viennent d'ailleurs, particulièrement du Nord de la France qui sont attirés par la qualité de vie. Dans tous les cas, ce qui leur plaît c'est de pouvoir se consacrer pleinement à leur patientèle. Pour cela, le Département les salarie, met à leur disposition le lieu dans lequel ils vont travailler - cela peut être un Espace de solidarité (Edes) comme à Apt début janvier 2023 ou à Valréas. Ce qu'il faut prendre en compte également c'est que les conditions de travail ont évolué et que les médecins qui vont s'installer sur le territoire veulent travailler comme ils l'entendent. Cela veut dire que, parfois, il y aura besoin de 2 médecins pour faire un poste comme cela va être le cas sur Avignon par exemple avec deux mi-temps. Il y en a qui feront des gardes et d'autres qui n'en feront pas. Il y en a qui feront des visites à domicile et d'autres non. Si l'un veut partir en vacances, un autre peut le remplacer. Ils auront une totale liberté et quand on les rencontre c'est ce qui les séduit. Ce qui est intéressant aussi pour eux, c'est que l'on va mettre en place un vrai réseau de santé. C'est-à-dire qu'ils ne vont pas travailler seuls et que, par exemple, il va y avoir une mise en réseau internet leur permettant d'échanger leurs données et de communiquer. Le local, les réseaux informatiques, le cabinet équipé, l'assistante... On s'occupe de tout. Pas besoin non plus de faire de l'encaissement car nous avons un accord avec la Caf. J'insiste, ils ne font que de la médecine et c'est ça qui leur plaît. »

Ecrit par le 23 novembre 2024

■ **Ce plan santé répond-il à une demande des maires de Vaucluse ?**

« Il y avait de leur part une réelle inquiétude qu'ils faisaient remonter régulièrement. Et comme il n'y a pas de mal à s'inspirer de ce qui fonctionne bien dans les autres territoires, nous avons vu le département de Saône-et-Loire où le Conseil départemental assume et conforte son rôle de garant de l'équité territoriale en contribuant activement à rétablir l'égal accès de tous les citoyens aux soins de proximité. Nous sommes le 1er département de la Région Sud à mettre en place un tel dispositif. »

■ **Est-ce que le fait d'avoir été maire auparavant, maire d'Apt en l'occurrence, une commune touchée par ces difficultés d'accès aux soins, vous a sensibilisée davantage à ces problématiques ?**

« Certainement, car lorsque l'on débute avec ce mandat de maire, il y a ce côté 'pied dans la terre', proximité, on rencontre plein de gens. Encore faut-il aimer les gens et avoir de l'empathie. Mais c'est vrai que c'est un atout de bien connaître les territoires et les maires sont souvent les mieux placés pour cela. Au-delà de ça, cela fait aussi parti de mon ADN : changer la vie des gens. Les Vauclusiens attendent des solutions. Ma satisfaction en tant que politique c'est quand on m'arrête dans la rue pour me dire que 'c'est bien ce que vous avez fait'. »

■ **Quelles sont les limites que vous vous êtes fixées avec ce plan santé et qu'elles sont les étapes à attendre à l'avenir ?**

« Il y a 3 étapes. La première c'est la mise en place de ces 8 généralistes début 2023. Mais nous allons continuer avec l'arrivée de nouveaux médecins dans le courant de l'année afin de mieux quadriller le territoire. À titre comparatif, la Saône-et-Loire compte maintenant plus d'une centaine de médecins. Ensuite, nous envisageons de faire aussi appel à des spécialistes, qui nous ont déjà sollicités d'ailleurs, comme des dentistes notamment. Parallèlement nous souhaitons créer un bus itinérant dans les territoires où il n'y a pas assez de population pour avoir un docteur comme dans le secteur de Sault. Ce bus avec un véritable médecin traitant offrira un vrai suivi. Enfin il y a aussi le développement de la télémedecine. »

« Les médecins ne veulent plus œuvrer comme hier, il faut s'adapter. »

■ **Justement en ce qui concerne la télémedecine, le Vaucluse a été choisi par la Région comme département pilote pour ce type de suivi en matière de santé, notamment dans le domaine du télédiagnostic ophtalmologique ?**

« Pour cela nous travaillons effectivement avec la Région Sud qui nous a apporté un soutien financier important. Alors, même si on sent une certaine réticence concernant le déploiement du télédiagnostic et de la télémedecine, à un moment il faut accepter que le monde change. Les médecins ne veulent plus œuvrer comme hier, il faut s'adapter. Aujourd'hui, il y en a moins et ils veulent travailler différemment. Donc, si on veut être soignés il faut aller vers de nouvelles technologies. Toutefois, la télémedecine ce n'est pas pour tout non plus et cela ne remplacera pas le médecin. Mais dans les domaines de la vision et de la dermatologie par exemple on sait que la télémedecine fonctionne bien. »

Écrit par le 23 novembre 2024

■ **D'un point de vue plus 'technique' cette possibilité de développement de la télémédecine a été rendue possible par le déploiement du THD (Très haut débit) par le Département ?**

« Si on a été choisis par la Région c'est effectivement parce que nous avons été des précurseurs sur le très haut débit en Provence- Alpes-Côte d'Azur. C'est aussi parce que nous avons su être innovants. »

■ **Outre la santé, y a-t-il d'autres outils collectifs que vous souhaitez mettre en place comme Vaucluse ingénierie par exemple ?**

« Il y a effectivement plusieurs projets que nous voulons mettre en place au fur et à mesure dans le courant de la mandature. Vaucluse ingénierie est l'un de ceux que nous allons lancer le plus rapidement. Il s'agit d'un nouvel outil destiné aux maires pour identifier les besoins des communes dans le cadre de leur dossier d'aménagement, d'identifier les leviers et les contraintes de leur projet, de travailler sur l'étude de faisabilité, de trouver un AMO (Assistance à maîtrise d'ouvrage)... L'idée c'est d'accompagner les maires dans leur projet alors que l'on s'aperçoit que tout est compliqué pour faire quoi que ce soit. Surtout pour les petites communes. En effet, nous nous sommes rendu compte que certaines d'entre elles ne consomment pas les crédits qui leur sont alloués alors qu'elles ont parfois du mal à boucler leur budget car elles n'arrivent pas à monter les dossiers. »

■ **Concrètement cela se passera comment pour les communes vauclusiennes faisant appel à cette structure ?**

« Les maires devront se tourner vers l'équipe de 4 personnes dirigée par Caroline Leuret dont le rôle sera de faire le relais avec les services du département. Dans ce cadre, Vaucluse ingénierie accompagnera ainsi leurs démarches techniques et financières auprès des 23 différents partenaires du département comme le CAUE, la SPL Territoire 84, VPA, l'Aurav, EPF-Paca, les parcs naturels régionaux du Ventoux et du Luberon, le Sdis... »

« Le principe c'est d'accompagner ces communes en proposant un service qu'elles n'auraient pas les moyens de se payer. »

« L'autre avantage, c'est que nous aurons connaissance du projet dès le départ. Cela nous permettra d'aller chercher des financements croisés notamment auprès de la Région ou bien de l'Europe. Le principe c'est d'accompagner ces communes en proposant un service qu'elles n'auraient pas les moyens de se payer. Cette mutualisation du conseil mis à disposition des maires c'était une vraie attente de leur part. Et pour le Département, quand les maires réalisent des projets, l'ensemble des Vauclusiens s'en rend compte. C'est donc notre intérêt d'aller aider les communes. »

■ **Vous travaillez également à l'élaboration d'un plan cinéma ?**

« Il est nécessaire de sortir ce département d'un certain marasme et de constater qu'il y a des écosystèmes qui marcheraient mieux ici qu'ailleurs en étant parfaitement adaptés à notre territoire. L'audiovisuel en fait partie car nous avons tout ce qu'il faut pour pouvoir développer cette forme d'économie sachant que nous avons déjà la base : on a des écoles d'art, l'université, de nombreux studios

Ecrit par le 23 novembre 2024

d'animation... Nous avons la possibilité de former des gens qui s'engageront dans cette industrie, de créer des métiers intéressants qui correspondent à l'air du temps. Cela veut dire aussi que les professionnels de l'audiovisuel ou du cinéma qui viendront ici pour tourner n'auront pas besoin de venir avec leur équipe car il y aura déjà des techniciens sur place, des studios. »

« Dans cette optique, nous voulons renforcer le rôle de la commission du film avec des studios sur Avignon, le Ventoux et le Luberon. Nous souhaitons aussi faire un état des lieux pour savoir ce que nous avons sur le territoire en termes de formations, de studios, de tournages, de vidéastes, de techniciens, d'acteurs... pour savoir ce qui nous manque et par quoi on commence dès 2023. Le Département va également participer financièrement au plan cinéma de la région. Et grâce à VPA qui travaille à l'implantation de nouveaux acteurs sur notre territoire qui en est déjà bien pourvu, nous allons être un des tout premiers départements en matière de studio d'animation. »

« Nous avons souhaité fédérer les entreprises et les personnalités qui veulent porter les couleurs du Vaucluse. »

■ Cette année 2022 a aussi été marquée par le lancement de la 'Team Vaucluse' ?

« Oui, nous avons effectivement souhaité fédérer les entreprises et les personnalités qui veulent porter les couleurs du Vaucluse, le faire rayonner en France comme à l'international, afin de susciter des implantations d'entreprises et l'installation de talents sur le territoire. C'est l'ambition de la toute nouvelle 'Team Vaucluse' et cette mise en réseau des décideurs qui vont désormais avancer sur des thématiques de réflexion et de travail courant 2023. »

■ La fusion entre Vallis habitat et Grand delta habitat a constitué un autre dossier important de cette année écoulée ?

« J'ai été interpellé par de nombreux maires de Vaucluse sur les grandes difficultés qu'aurait Vallis habitat à remplir tous ses engagements en matière de logement dans les années à venir que ce soit en termes de réhabilitation d'un parc vieillissant, de construction dans les zones carencées ou de réponse à la nouvelle réglementation thermique d'isolation des logements. Nous avons donc choisi de fusionner notre bailleur départemental avec Grand delta habitat, une coopérative vauclusienne qui depuis des années a fait ses preuves dans la gestion du logement social. C'est le choix de l'efficacité et de la modernisation de notre logement social car nous voulons apporter une réponse rapide aux attentes des locataires. »

« Grand delta habitat s'est ainsi formellement engagé dans le cadre de cette fusion à réhabiliter 4 000 logements en 5 ans sur tout le territoire du Vaucluse. C'est considérable ! Cette rénovation est notre priorité car c'est celle des maires comme celle des locataires. Dans le même temps, cette dynamique va également s'accompagner de la construction de logements neufs à travers un engagement de 500 logements neufs par an dans le Vaucluse. »

■ Votre leitmotiv c'est donc d'agir tout azimut pour le Département ?

« Je pense tout le temps au Département, même la nuit. Il faut aller parfois là où l'on ne nous attend pas

Écrit par le 23 novembre 2024

mais où je sais qu'il y a un véritable besoin. C'est très important de faire. Les gens attendent des solutions. Ils ont envie d'entendre des choses qui vont leur faire du bien. Bien sûr qu'il y a des choses qui vont mal mais il y a aussi des choses qui vont bien. Dans cette optique, le rôle des politiques c'est de dire où l'on va. Et l'administration dit comment on y va. C'est un travail commun mais il faut effectivement qu'il y ait quelqu'un qui trace un cap. Et je ne cesse de le dire, le mandat de président du Département est un mandat local. Alors au final, il y a ce que l'on veut être et ce que l'on veut faire. Moi j'ai choisi de faire : au département mais aussi avec les maires de Vaucluse. »

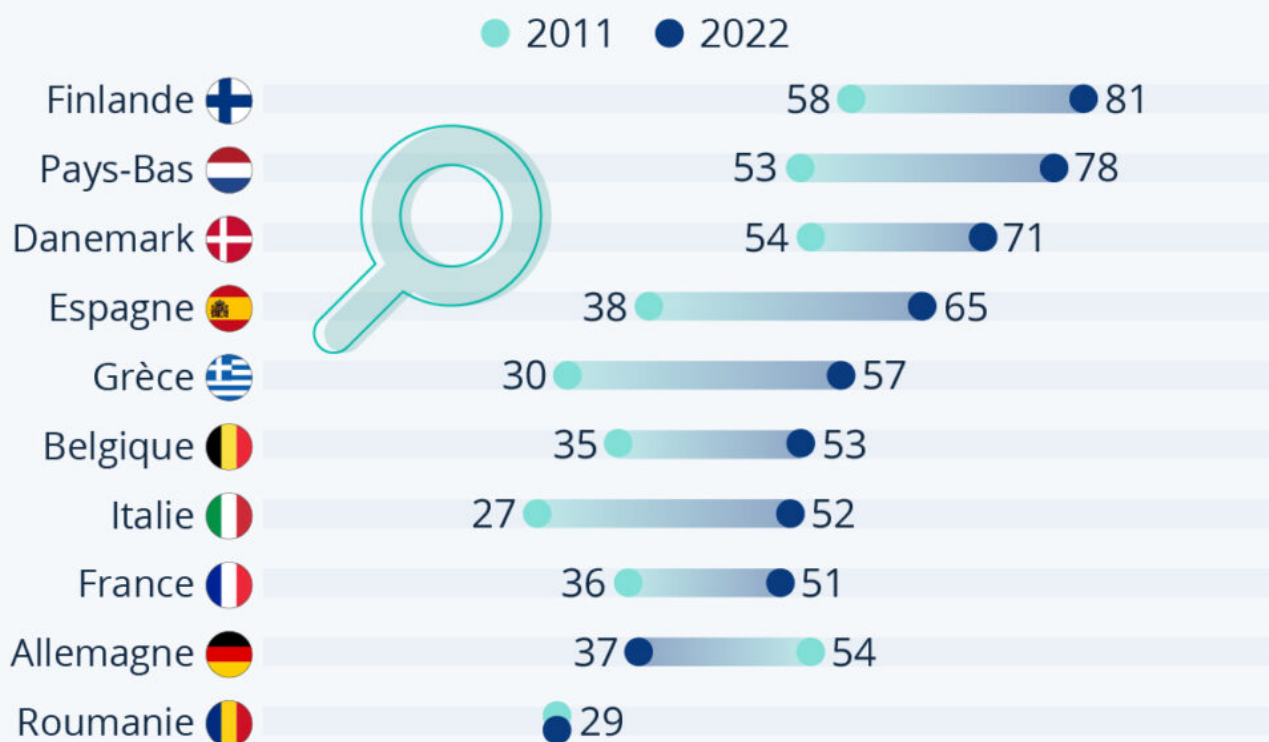
Propos recueillis par Laurent Garcia

Santé en ligne : C'est grave docteur Google ?

Ecrit par le 23 novembre 2024

C'est grave docteur Google ?

Part des personnes (16-74 ans) ayant utilisé Internet pour rechercher des informations relatives à leur santé, en % *



* Au cours des 3 derniers mois précédant l'enquête. Informations sur la santé : blessures, maladies, nutrition, etc. Sélection de pays de l'UE.

Source : Eurostat



statista 

Pour beaucoup de gens de nos jours, le premier réflexe en cas d'éruption cutanée ou de symptôme inhabituel est de consulter Google pour tenter d'établir soi-même un premier diagnostic.

En 2022, la moitié des Français (51 %) ont utilisé Internet pour trouver des informations relatives à leur santé au cours des trois mois précédant l'enquête annuelle d'Eurostat - contre environ un peu plus du

Écrit par le 23 novembre 2024

tiers en 2011 (36 %). Le développement de cette tendance est assez similaire dans les autres pays européens, à l'exception de l'Allemagne, où la part des personnes qui se renseignent sur le Web à ce sujet a baissé au cours de la période (de 54 % à 37 %). Les Finlandais et les Néerlandais sont les plus nombreux à saisir leur clavier pour des questions de santé, soit respectivement 81 % et 78 % en 2022. Cette pratique est en revanche moins répandue Roumanie (29 %).

Bien que des [informations](#) fiables et intéressantes puissent être trouvées sur Internet, la multiplication des contenus numériques liés à la santé a entraîné un phénomène nouveau appelé « cybercondrie ». Ce terme décrit l'habitude d'individus qui recherchent de manière compulsive des informations sur le Web et qui développent une anxiété excessive sur leur propre état de santé. En cas d'inquiétude, rien ne remplace donc une traditionnelle visite chez le médecin pour se rassurer.

De Claire Villiers pour [Statista](#)

La Région Sud s'engage pour améliorer l'offre de soins en Vaucluse

Écrit par le 23 novembre 2024



Afin de former de futurs professionnels de santé, de lutter contre les déserts médicaux, de soutenir l'innovation et de déployer la télémédecine, la Région Sud investit 2,2 millions d'euros pour améliorer l'offre de soins dans trois départements : le Var, les Alpes-de-Haute-Provence et le Vaucluse.

Cet engagement s'inscrit dans un protocole d'accord sur l'adaptation et la modernisation de 17 établissements publics de santé signé par la Région et l'Agence Régionale de Santé, qui représente un coût total de 632 millions d'euros, dont 79 millions d'euros pour la Région. « La bonne santé de nos concitoyens est une priorité, a déclaré [Renaud Muselier](#), président de la Région Sud. Nous engagerons ainsi 710 millions d'euros pour la santé dans les 6 années à venir. »

Parmi les 6 projets qui seront financés dans la région pour répondre à ces enjeux, deux se situent en Vaucluse : la création d'une Maison des Femmes et des enfants portée par le Centre Hospitalier Henri Duffaut à Avignon, ainsi que l'aide à l'extension du logiciel informatique labellisé de la Maison de santé pluriprofessionnelle de Rasteau.

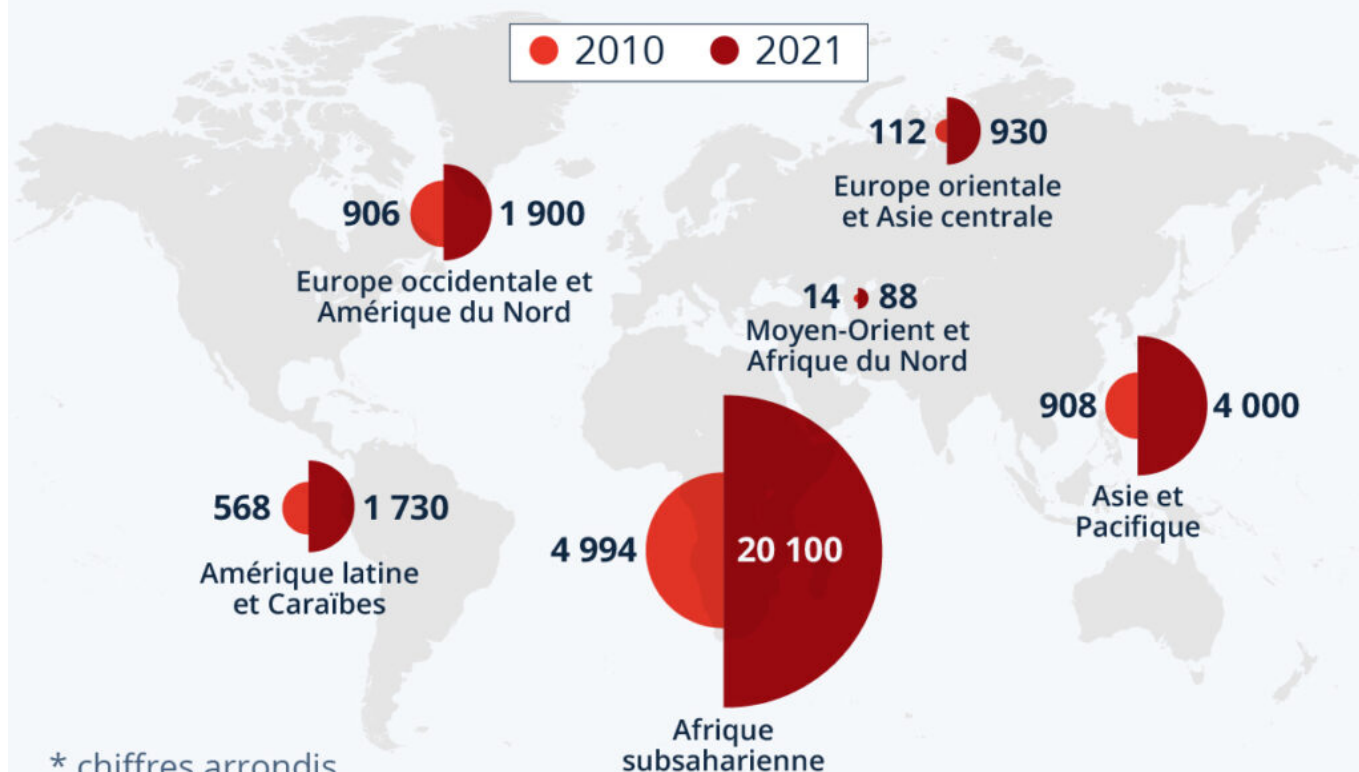
V.A.

Sida : toujours plus de patients séropositifs sous traitement

Ecrit par le 23 novembre 2024

Toujours plus de patients séropositifs sous traitement

Nombre de personnes infectées par le VIH sous traitement antirétroviral (TAR) par région du monde, en milliers *



* chiffres arrondis
Source : ONUSIDA



Chaque année, le 1er décembre est consacré à la Journée mondiale de lutte contre le sida - qui est l'occasion pour les autorités sanitaires comme [Santé publique France](#) ou les organisations partenaires comme [Sidaction](#) de rappeler l'importance du dépistage du VIH.

Après une contamination par le virus de l'immunodéficience humaine ou VIH, les personnes infectées

Ecrit par le 23 novembre 2024

connaissent une phase asymptomatique d'une durée variable. Si l'infection n'est pas diagnostiquée et traitée à temps, le malade contracte tôt ou tard le sida, soit la maladie causée par le VIH. Elle se traduit par une destruction progressive du système immunitaire, de sorte que, à terme, le corps ne peut plus se défendre contre les agents pathogènes tels que les bactéries, les parasites, les champignons ou d'autres [virus](#). Il en résulte des infections et des tumeurs pouvant être mortelles.

Depuis le début de l'épidémie il y a 40 ans, le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) estime qu'environ 84 millions de personnes ont été infectées par le VIH dans le monde et qu'environ 40 millions en sont mortes. Alors que les chiffres continuent d'augmenter en Europe de l'Est et dans les pays africains - au sud du Sahara, le sida est la première cause de mortalité -, en Europe centrale, les campagnes d'information et de prévention ont ramené le nombre de nouvelles infections à un niveau relativement bas.

Comme le montre notre graphique basé sur les [données](#) de l'ONUSIDA, de plus en plus de personnes infectées par le VIH sont traitées dans le monde : fin décembre 2021, 28,7 millions de personnes avaient accès au traitement antirétroviral, soit une [augmentation de plus de 20 millions](#) par rapport à 2010.

Claire Villiers pour [Statista](#)

Le maintien en emploi : des aides financières et techniques pour soutenir employeurs et salariés

Écrit par le 23 novembre 2024



Jeudi 17 novembre, l'Aist84 organise une réunion d'information, d'échanges et de prévention est organisée sur le sujet du maintien en emploi.

Toute personne peut connaître, au cours de sa vie, des événements, personnels ou professionnels, susceptibles d'impacter sa santé. Face à ces problématiques, il est essentiel, tant pour le salarié que pour l'entreprise, d'éviter une perte d'emploi et de compétences. Le maintien en emploi est précisément là pour ça, et ce tout au long du parcours professionnel du salarié.

Le maintien en emploi ne se limite pas aux salariés en arrêt de travail. C'est une démarche qui peut être mise en œuvre dès lors qu'un salarié éprouve des difficultés à réaliser son travail et que l'activité de l'entreprise en est impactée. De nombreuses aides financières et techniques, ainsi que des outils spécifiques, existent pour soutenir employeurs et salariés.

Marie-Pierre Barrière, médecin du travail, Nathalie Suard, infirmière en santé au travail, et Julie Amoureux, assistante sociale du travail, vous proposent une réunion d'information et d'échanges pour vous donner les clés du maintien en emploi.

Programme

Ecrit par le 23 novembre 2024

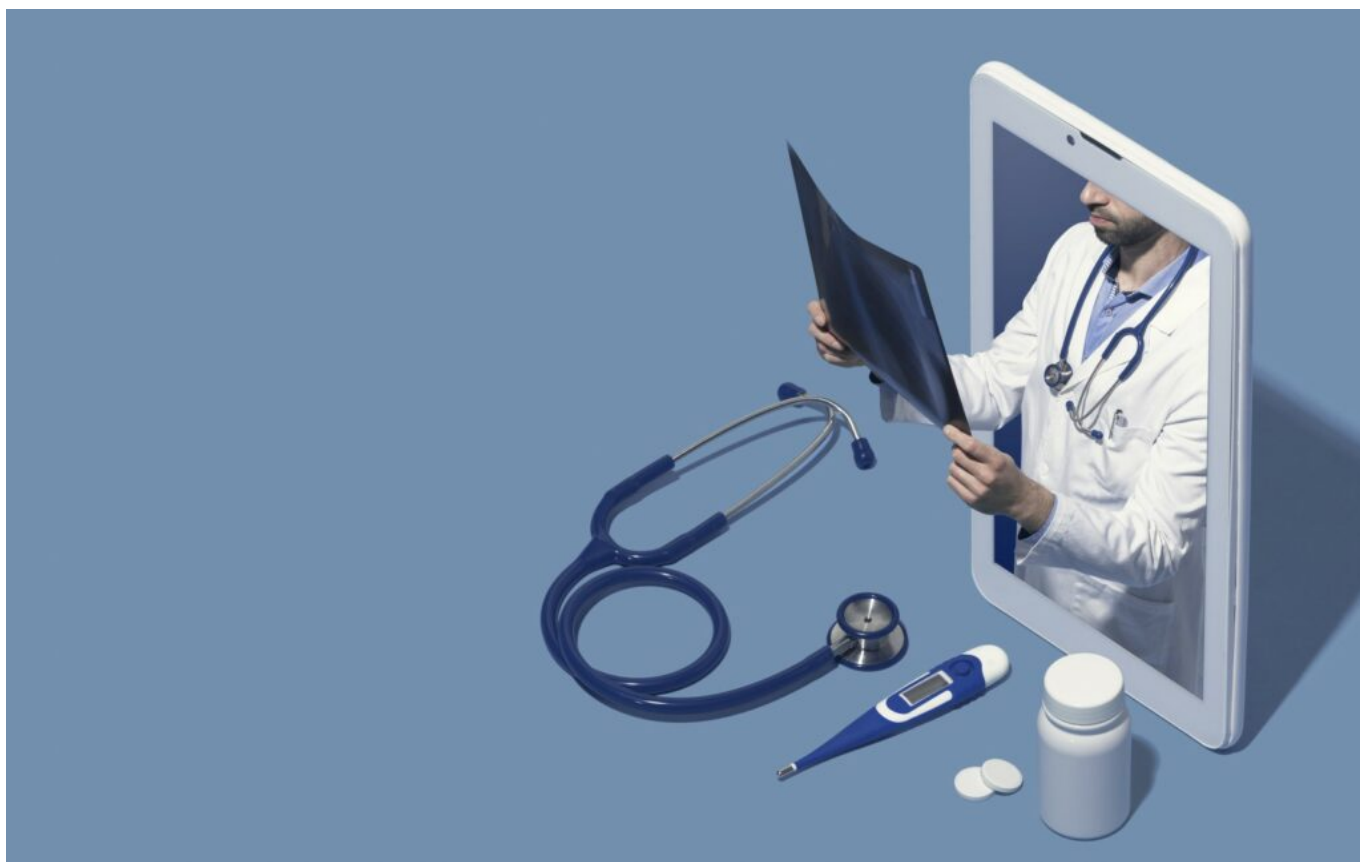
- Qu'est-ce que le maintien en emploi ?
- Zoom sur la réglementation.
- Quels impacts pour l'entreprise ?
- Les dispositifs : aides pour l'employeur, aides financières, aides techniques, outils spécifiques.
- Ce qu'il faut retenir.

Réunion le jeudi 17 novembre de 8h30 à 10h, 40 rue François Premier à Avignon. Inscription gratuite en suivant ce [lien](#).

J.R.

Le Vaucluse capitale régionale de la télémédecine

Ecrit par le 23 novembre 2024



Dominique Santoni, présidente du Département de Vaucluse, et Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, viennent d'annoncer leur souhait de faire du Vaucluse le département pilote de la région en matière de télémédecine. Une volonté qui, pour débiter, va se traduire par un projet de déploiement de télédiagnostic ophtalmologique en partenariat avec la structure Atlas vision et le centre hospitalier du Pays d'Apt. Un partenariat inédit entre le privé et le public qui constitue l'acte I du plan santé du département de Vaucluse.

« Département le plus avancé en termes de connexion Très haut débit (THD) avec 79% du territoire couvert, je souhaite faire du Vaucluse la capitale régionale de la télémédecine, explique Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Mais pour cela, nous devons bâtir aujourd'hui les fondations de ce projet exceptionnel : nous lancerons l'appel à projets 'Télésanté' le 3 novembre prochain, avec un budget de 450 000€ à la clef, et des co-financements Etat-Région-Département. Nous allons aussi chercher 13M€ de fonds européens pour la télémédecine, et le Vaucluse y sera éligible. Enfin, nous soutiendrons le déploiement du projet de télémédecine Atlas vision dans le Centre hospitalier d'Apt, en accord avec les professionnels de santé. »

Ce projet vise à équiper le [centre hospitalier du Pays d'Apt](#) avec les équipements nécessaires (près de 200 000€, dont 135 912€ financés par la Région et 63 137€ par le Département) pour réaliser des diagnostics ophtalmologiques en partenariat avec [le pôle Atlas vision](#) déjà présent à l'Isle-sur-la-Sorgue

Ecrit par le 23 novembre 2024

et à Carpentras. Cette structure regroupe 8 médecins spécialistes de la pathologie et de la chirurgie de l'œil accompagnés d'une équipe paramédicale dédiée (optométristes, orthoptistes, secrétaires médicales, coordinateur de santé...).



Renaud Muselier, président de la Région Sud, Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse, et les représentants du Centre hospitalier du Pays d'Apt et d'Atlas vision.

Dans le territoire du Pays d'Apt où l'on compte la plus grande part des plus de 60 ans l'offre ophtalmologique est largement insuffisante avec des délais de prise en charge excessif. La mise en place de cette télémédecine va donc permettre d'optimiser l'établissement des diagnostics via le centre hospitalier d'Apt. Plus besoin de se déplacer sur Cavaillon, Carpentras ou l'Isle-sur-la-Sorgue. Un trajet qui pouvait pousser certains patients à refuser les soins.

Quand la médecine des champs s'inspire de la médecine des champs de bataille

Désormais, d'ici juin 2023 (le temps d'équiper les futurs locaux de téléconsultation), des orthoptistes recevront les patients à Apt pour les examens et les diagnostics seront établis à distance par les spécialistes d'Atlas vision. Ainsi à l'image de la médecine de guerre, des personnels de santé formés spécialement réaliseront les examens alors que le diagnostic sera établi par des spécialistes, loin de la ligne de front. Au final, l'objectif est de ne plus de perte de temps en trajet inutile.

Autre avantage, ce dispositif va aussi permettre de filtrer les pathologies et prioriser les urgences. En effet, l'établissement d'un diagnostic par un spécialiste pour des lunettes permet surtout de contrôler l'état de santé des patients en décelant de nombreuses pathologies comme le glaucome, la rétinopathie diabétique, la DMLA, les pathologies cornéenne ou bien encore les infections ou les inflammations de l'œil.

Ecrit par le 23 novembre 2024

« Ce dispositif va permettre à la population rurale d’avoir accès aux soins spécialisés, précise [Danielle Frégosi, directrice du centre hospitalier du Pays d’Apt](#). Il s’agit d’un véritable changement de l’accès aux soins en temps réels. »

« Il est important de réaliser des dépistages précoces pour réduire les pathologies comme par exemple le glaucome », insiste [le docteur Marie Boulze, ophtalmologiste chez Atlas vision](#).

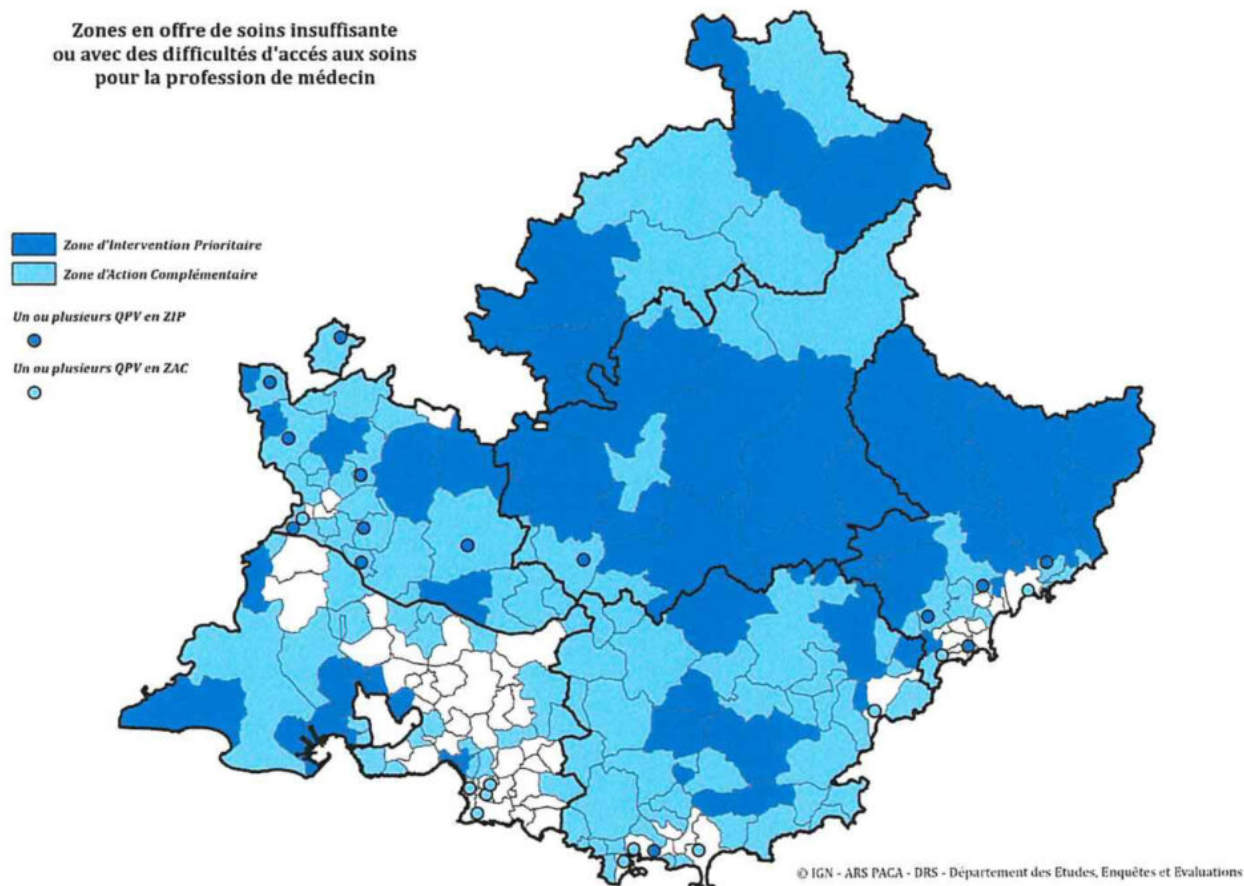
« Un oasis au milieu d’un désert médical. »

Docteur Grira

« Ce dispositif sera une porte d’entrée importante vers l’ophtalmologie, complète [le docteur Grira, ophtalmologue au sein d’Atlas vision](#). Il constituera un oasis au milieu d’un désert médical. »

« La première brique de cette ‘capitale régionale’ de la télémédecine est posée », conclut Renaud Muselier et le président de la Région Sud de poursuivre : « je veux renouveler ici mon engagement : dans le courant de la mandature, un centre régional de ‘Télémédecine Sud’ sera installé dans le Vaucluse, pour cartographier, analyser, apporter du soutien technique et opérationnel à tous les projets de la Région. »

Ecrit par le 23 novembre 2024



Le Vaucluse affiche la densité de médecins généralistes la plus faible de la région Sud.

Un plan santé pour faire face à la désertification médicale

Avec cet acte I de son plan santé, le Département entend ainsi faire face à une désertification locale de l'offre de santé. En effet, près des trois quarts des 151 communes vauclusiennes sont désormais classés en Zone d'intervention prioritaire (5% des communes) ou en Zone d'action complémentaire (66%) par l'Agence Régionale de Santé (ARS) à la fois dans les zones rurales et dans certains quartiers urbains.

Le Vaucluse affiche la densité de médecins généralistes la plus faible de la région Sud (85,6 médecins libéraux pour 100 000 habitants). En 2020, 479 médecins libéraux étaient en exercice en Vaucluse, soit 11% de moins que 5 ans auparavant.

Dans le même temps, les médecins spécialistes libéraux sont inégalement répartis dans le département : ils sont essentiellement concentrés dans les grandes villes et dans la vallée du Rhône.

« Compléter l'offre médicale existante, pas la concurrencer. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental

Ecrit par le 23 novembre 2024

Par ailleurs, parmi les médecins en exercice, plus de la moitié (58%) est âgée de 55 ans ou plus, laissant présager de nombreux départs à la retraite dans les années à venir (plus de 30% des ophtalmologistes du département ont plus de 60 ans).

« La loi 3DS permet aux Départements d'intervenir davantage dans le champ sanitaire, et c'est une véritable avancée, rappelle Dominique Santoni, la présidente du Conseil départemental. Par exemple, cette loi donne une base légale qui permet aux Départements d'assurer le recrutement du personnel de santé. Et avec la crise sanitaire, il y a nécessité de renforcer notre offre de soins. C'est un véritable choix politique. »

Les maires se sont déjà employés à réduire ses inégalités d'accès à la santé grâce à la création de 20 Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) labellisées en Vaucluse, mais cela n'est pas suffisant.

« C'est pour cela que nous avons élaboré un plan santé inédit et concret pour le Vaucluse, insiste la présidente du Département. Mais notre idée, ce n'est pas de concurrencer l'offre médicale existante mais de la compléter et d'apporter de nouvelles solutions. »

Retrouvez l'interview du président de la Région Sud et de la présidente du Département de Vaucluse filmé par les services du Conseil départemental.

Faire du 'cousu main'

Parmi ces solutions, le Département a bouclé le recrutement de 8 médecins généralistes. Ces derniers seront installés soit dans les Espaces Départementaux des Solidarité, soit dans des locaux mis à disposition par les communes. Quatre villes ont déjà été identifiées pour les accueillir : Valréas, Cadenet, Avignon et Apt. Cette mesure coûtera à la collectivité entre 800 000€ et 1M€ qui seront compensés par les aides et les financements de l'Assurance maladie.

« Notre plan départemental constitue une première étape, poursuit Dominique Santoni. Il a pour ambition de faire du 'cousu main' et de s'adapter aux besoins des communes. Là où il n'y a plus de médecins, nous pouvons intervenir avec notre recrutement. Là où l'offre de soins mérite d'être renforcée, nous pourrions soutenir et accompagner. Le tout, sans oublier le développement de nouvelles formes de médecine comme la télémédecine. »

Dans ce cadre, le Département souhaite notamment accélérer le déploiement de la télémédecine dans les EHPAD car de plus en plus de résidents ont des difficultés à trouver un médecin traitant et une consultation de spécialistes. Pour cela, le Conseil départemental veut former et déployer des référents télémédecine dans ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Chariots de téléconsultation et 'bus santé' itinérant

Le Département envisage aussi de développer des chariots de téléconsultation (chacun équipé d'un stéthoscope et otoscope connectés). Ils permettront de réaliser une consultation à distance, pour des examens élémentaires, avec un médecin tout en étant accompagné près de soi par un professionnel de santé (pharmacien ou infirmière).

Enfin, vu le succès des vaccinobus lors de la crise sanitaire du Covid le Conseil départemental 'planche' sur la mise en place d'un bus itinérant pour aller partout sur le territoire.

Ecrit par le 23 novembre 2024



Après le succès des vaccinobus, le Département souhaite mettre en place des bus santé itinérant destiné à répondre aux besoins de téléconsultations sur tout le territoire de Vaucluse.

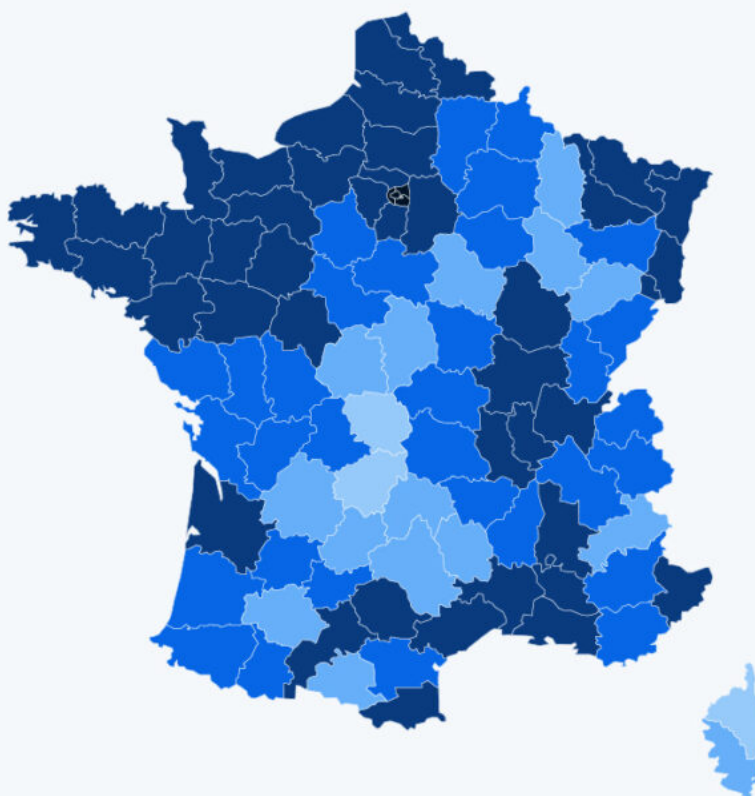
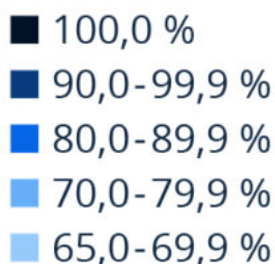
« La santé mobile se développe de plus en plus dans notre pays et permet d'aller vers les Français les plus éloignés de la santé, constate Dominique Santoni. Le Département veut donc mettre en place un bus itinérant avec une équipe médicale qui ira dans les secteurs les moins bien lotis de notre territoire et qui s'adresserait à des populations qui ne peuvent pas ou plus se déplacer. »

Combien d'habitants vivent à un quart d'heure d'un hôpital en France ?

Écrit par le 23 novembre 2024

Combien de personnes vivent à 15 minutes d'un hôpital ?

Pourcentage de la population vivant à 15 minutes de route ou moins d'un hôpital en 2020, par département



Source : Eurostat



statista

L'expression de « déserts médicaux », popularisée par les médias, est fréquemment utilisée pour désigner les régions où les habitants rencontrent des difficultés d'[accès aux soins](#), en raison du manque de [professionnels de santé](#) ou d'infrastructures à proximité. « Cette question du déficit d'offre dans certains territoires renvoie à la question plus large et ancienne de l'inégale répartition spatiale de la ressource médicale en France, qui date au moins du XVIIIe siècle », comme le rappelle une [étude parue](#)

Écrit par le 23 novembre 2024

[dans Cairn](#). Ce sujet constitue de nos jours une préoccupation majeure pour les Français et les pouvoirs publics.

Si l'on se penche uniquement sur l'accessibilité des infrastructures hospitalières, un [indicateur d'Eurostat](#) permet de dresser un état des lieux de la proximité des établissements par département en France métropolitaine. Il indique la part de la population qui vit à moins de 15 minutes en voiture d'un [hôpital](#).

Naturellement, ce sont les territoires urbains avec une forte densité de population qui affichent les taux les plus élevés. La totalité (ou presque) des habitants d'Île-de-France se trouvent à moins d'un quart d'heure d'un hôpital, 99,6 % dans le Rhône, 99,0 % en Loire-Atlantique et 98,2 % dans le Nord et les Bouches-du-Rhône.

Sur les 96 départements métropolitains étudiés, 46 présentent un taux supérieur à 90 % et 18 un taux inférieur à 80 % - pour la plupart situés dans le centre du pays (Auvergne, Nouvelle-Aquitaine), dans la région Grand Est et en Corse. Tout en bas de l'échelle, on retrouve la Corrèze, la Haute-Corse et la Creuse, où environ le tiers de la population habite à plus de 15 minutes de route d'un établissement de soins.

À l'échelle de l'Union européenne, certains territoires sont encore moins bien lotis : 89 ont plus de la moitié de leurs habitants qui vivent à plus d'un quart d'heure d'un hôpital. La plupart d'entre eux sont situés dans des régions faiblement peuplées, souvent situées à la périphérie de l'UE : dans les régions intérieures de l'Espagne et du Portugal, ainsi que les régions rurales des pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne, Roumanie, Croatie, Slovaquie). Plusieurs territoires en Suède sont également concernés.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Carpentras : une journée dédiée à la santé des jeunes entre 15 et 30 ans

Ecrit par le 23 novembre 2024



Le jeudi 20 octobre, le Château de la Roseraie, à Carpentras, accueillera la 5^e édition de la journée 'Check'up santé jeunes'. Organisé par la [communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin](#) (Cove), l'[Atelier santé ville](#) et le [Point information jeune](#) (PIJ), cet événement vise les jeunes entre 15 et 30 ans.

Cette journée a plusieurs objectifs : permettre aux jeunes de faire des dépistages (visuels, audios, dentaires, VIH, etc) ; informer les jeunes sur leurs droits à travers divers ateliers ; mobiliser des professionnels des champs associatif et institutionnel ; favoriser l'interconnaissance entre les jeunes, les associations et les institutions.

Parmi les ateliers ludiques auxquels les visiteurs pourront participer, il y aura un jeu de vie affective sexuelle organisé par le [Centre de planification](#) de Carpentras, un atelier 'Vélo à smoothie' animé par la diététicienne [Coralie Martinez](#), ainsi qu'un atelier du [Codes 84](#) pour identifier les polluants de notre environnement à la maison et pour fabriquer des cosmétiques soi-même.

Divers sujets seront abordés sur les stands d'informations. L'association [Rhéso](#) informera le public sur les violences au sein du couple, l'association [Manoléta](#) sur l'endométriose. La [Caisse primaire d'assurance maladie](#) (CPAM), l'Espace départemental des solidarités (Edes), la [Mission locale jeunes du Comtat Venaissin](#) et la Maison de protection des familles informeront sur l'accès aux droits, aux soins et aux numériques, ainsi que sur le fonds d'aide aux jeunes. L'Étape 84 tiendra un stand sur les addictions et les consultations en tabacologie.



Écrit par le 23 novembre 2024

Pour participer à cet événement, l'inscription est obligatoire au 06 66 28 01 59 ou par mail à l'adresse jeunesse@carpentras.fr. Les jeunes doivent apporter leur carnet de santé avec eux.

Jeudi 20 octobre. De 9h à 12h et de 13h30 à 16h30. Château de la Roseraie. 11 Allée des tilleuls. Carpentras.

V.A.